



PRÉFET DU BAS-RHIN

Direction des Collectivités Locales
Bureau de l'Environnement et des Procédures Publiques

ARRÊTÉ
du **30 SEP. 2013**

mettant en demeure la société DERICHEBOURG Environnement à Strasbourg
de respecter des prescriptions relatives à la protection de l'environnement

Le Préfet de la Région Alsace
Préfet du Bas-Rhin

- VU le Code de l'environnement, livre V, titre premier, et notamment son article L 171-8,
- VU l'arrêté préfectoral du 18 mars 1976 autorisant les activités de la société KERN, 15 rue du Havre à Strasbourg,
- VU les arrêtés préfectoraux complémentaires des 4 août 1999, du 13 août 1999, du 3 septembre 1999, 22 mai 2006 et 31 août 2012 relatifs aux mesures de prévention et de contrôle à mettre en place sur le site du 15, rue du Havre,
- VU l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,
- VU les changements d'exploitants actés par le préfet du Bas-Rhin,
- VU le rapport du 17 septembre 2013 de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement d'Alsace, chargée de l'inspection des installations classées,
- CONSIDÉRANT que les véhicules non dépollués étaient empilés le jour de l'inspection, sans qu'il ne soit utilisé d'étagères à glissières superposées et qu'il est ainsi contrevenu l'article 41-1 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé,
- CONSIDÉRANT que sont ainsi réunies les conditions imposant l'application de la mise en demeure préfectorale définie à l'article L 171-8 du code de l'environnement,
- SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin,

ARRÊTE

Article 1^{er}

La société DERICHEBOURG Environnement dont l'adresse du siège social est : 56, rue de Metz, BP 70 008 Jouy-aux-Arches, 57131 Ars-sur-Moselle Cedex, est mise en demeure, pour l'installation qu'elle exploite au 15 rue du Havre à Strasbourg, de respecter sous 1 mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions de l'article 41 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé, reprises ci-après :

« I. Entreposage des véhicules terrestres hors d'usage avant dépollution :

L'empilement des véhicules terrestres hors d'usage est interdit, sauf s'il est utilisé des étagères à glissières superposées (type rack).

Les véhicules terrestres hors d'usage non dépollués ne sont pas entreposés plus de six mois.

La zone d'entreposage est distante d'au moins 4 mètres des autres zones de l'installation. Elle est imperméable et munie de dispositif de rétention.

La zone d'entreposage des véhicules accidentés en attente d'expertise est une zone spécifique et identifiable. Elle est imperméable et munie de rétentions. »

Article 2

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de la société DERICHEBOURG Environnement.

Article 3

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L 171-8 du Code de l'Environnement,

Article 4

- Le Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin,
 - le Maire de Strasbourg,
 - le Directeur départemental de la sécurité publique,
 - le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Alsace (service de l'inspection des installations classées),
 - le responsable de la société DERICHEBOURG Environnement,
- sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

LE PRÉFET
Pour le Préfet
Le Directeur de Cabinet,

Jean-François COLOMBET

Délais et voies de recours

Article R. 514-3-1 du Code de l'environnement

Sans préjudice de l'application des articles L. 515-27 et L. 553-4, les décisions mentionnées au I de l'article L. 514-6 et aux articles L. 211-6, L. 214-10 et L. 216-2 peuvent être déférées à la juridiction administrative (Tribunal Administratif de Strasbourg) : par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.